



DÉBAT BIP/ENERPRESSE

## Le gaz n'en finit plus de conquérir sa place en Europe



A SUIVRE

Le passé ne se répète pas, disent les historiens. Et pourtant... 60 ans après la découverte de Lacq, la question se pose toujours en France – et plus généralement en Europe – de la place que pourrait prendre le gaz dans le mix énergétique. Les intervenants du dernier débat *BIP/Enerpresse* de l'année 2012 ont fait la preuve de la diversité des réponses à cette délicate question.

N°12241 - Mercredi 12 décembre 2012 - 48<sup>e</sup> année

www.enerpresse.com

À SUIVRE

### Feu vert pour le rachat de Zaza Energy France

Les ministères français de l'Énergie ainsi que de l'Économie et des Finances ont approuvé le transfert de 100 % des titres de Zaza Energy France à Vermilion, a annoncé hier Zaza Energy (ex-Toreador). La compagnie, qui avait fait part de l'opération le 14 novembre (cf. *BIP du 15.11*), prévoit donc toujours de la finaliser d'ici à la fin de l'année.

ACTUALITÉS

### De l'eau dans le gaz... de schiste

« Les compagnies pétrolières et gazières qui réussiront [dans les gaz de schiste] seront celles qui sauront gérer la question de l'eau (utilisation et recyclage, traitement, approvisionnement et élimination) ». C'est ce qui ressort, d'un rapport sur les enseignements à tirer de l'expérience américaine dans l'exploitation des gaz de schiste publié hier par Accenture.

Lire pages 3 à 7

ENTRETIEN

### L'Amérique du Nord et le GNL en 2020

Le point, en compagnie de Thierry Bros, auteur de « *After the US shale gas revolution* », sur l'impact du gaz de schiste américain, les possibles développements de ce gaz dans d'autres contrées et les principales évolutions de l'offre et de la demande attendues à l'horizon 2020.

Lire pages 8 à 10

STATISTIQUES

### Prix des produits pétroliers en France et dans l'UE

Les dernières données de la DGEC montrent que la marge de raffinage sur Brent s'est élevée en moyenne à 3,01 dollars par baril au mois de décembre (ou 17 euros par tonne), en baisse par rapport aux 4,862 \$/bl (ou 28 €/t) observés au mois de novembre. Depuis le début 2012, la moyenne s'affiche à 5,92 \$/bl (ou 35 €/t).

Lire pages I à III

ÉTUDES ET DOCUMENTS

### Tableau de bord éolien-photovoltaïque

Au 30 septembre 2012, le parc éolien s'élevait à 7 271 MW, en hausse de 7 % par rapport à fin 2011. Malgré le bon taux de raccordement enregistré au troisième trimestre, les nouvelles capacités raccordées au cours des trois premiers trimestres 2012 sont en repli de 34 % par rapport aux trois premiers trimestres 2011.

Lire pages IV à VIII

MARCHÉS À TERME – 11 DÉCEMBRE 2012

	NYMEX		ICE	
	WTI \$/bl	Gaz nat. \$/MBtu	Brent \$/bl	Gazole \$/t
Déc.	-	-	-	903,50 -0,25
Janv.	85,79 +0,23	3,412 -0,048	108,01 +0,68	907,50
Fév.	86,32	3,441	106,69	908,50
Mars	86,94	3,452	105,82	907,25
Avril	87,55	3,471	105,15	904,75

À la veille d'une réunion de l'OPEP, Les cours du pétrole ont terminé en légère hausse mardi à New York dans un marché nerveux. Celle-ci fut un peu plus marquée à Londres.

## DÉBAT BIP/ENERPRESSE

**Le gaz n'en finit plus de conquérir sa place en Europe**

Le passé ne se répète pas, disent les historiens. Et pourtant... 60 ans après la découverte de Lacq, la question se pose toujours en France – et plus généralement en Europe – de la place que pourrait prendre le gaz dans le mix énergétique. Échappant, contre toute attente, à l'âge d'or que connaît cette énergie sur les deux autres grands marchés que sont l'Amérique et les États-Unis, l'or bleu se retrouve, aujourd'hui, comme hier face à son vieil ennemi : le charbon. Le panorama dressé, le 11 décembre, par le directeur commercial de GRTGaz, Guy Fasanino, en ouverture du dernier débat *BIP/Enerpresse* de l'année 2012, est éloquent : la consommation industrielle de gaz en France sur le périmètre du gestionnaire de réseau a chuté de 10,4 % en année mobile arrêtée à fin novembre, de – 4,7 % si l'on exclut les CCCG, dont la consommation est « *en chute libre partout en Europe* », au profit du charbon, « *grand gagnant* » de la perte de compétitivité du gaz en Europe.

Dans ce contexte de prix élevés, le discours de l'industrie gazière, mettant en avant une « *énergie peu polluante et très flexible* » n'est-il pas devenu inaudible auprès des consommateurs ?, lance, avec provocation, Thierry Bros, analyste gaz à la Société Générale et auteur du livre « *After the US Shale Gas Revolution* » (cf. son entretien en pages 8 à 10). Guy Fasanino insiste : il faut dépasser l'image « *gaz égale énergie fossile* » et « *porter en permanence le maillot Vert* » d'une énergie qui sera la meilleure alliée des énergies renouvelables. Reste que l'horizon est plein d'incertitudes : l'évolution de la demande européenne « *nous inquiète beaucoup* », reconnaît Iouri Virobian, président de Gazprom Marketing & Trading France. Si l'Europe reste « *son partenaire privilégié* », la Russie se tourne désormais vers l'Asie, au cas où... Quant à la question des prix pratiqués par le premier fournisseur en gaz de l'Europe, il l'affirme : « *nos contrats à long terme ne sont pas figés. Ce sont des contrats vivants, on renégocie régulièrement* ».

Ils sont aussi la garantie de la sécurité d'approvisionnement, rappelle Capella Festa, Senior Energy Analyst à l'AIE. Qui rassure : quelles que soient les politiques énergétiques choisies, l'Agence voit la part du gaz progresser, pas avant 2020, toutefois en Europe. Échéance optimiste pour Thierry Bros, qui avance plutôt 2025, voire au-delà. Évoquer le marché du gaz en Europe sans aborder le sujet gaz de schiste ? Bruno Courme, directeur Total Gas Shale Europe, évoque là encore d'énormes incertitudes (« *on connaît très mal notre sous-sol* ») et estime que, si elle devait avoir lieu, la révolution des gaz de schiste de ce côté-ci de l'Atlantique serait « *beaucoup, beaucoup plus lente qu'aux États-Unis, avec peu d'impact sur les prix* ». Iouri Virobian, lui, conseille avec humour à la France de garder son rang de 1<sup>ère</sup> destination touristique...

## FRANCE

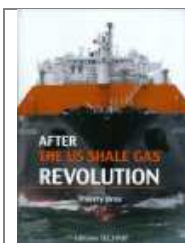
**EON France se lance sur le créneau de la vente de gaz aux PME-PMI**

EON France a annoncé hier vouloir devenir un acteur important sur le marché français de la fourniture de gaz aux PME-PMI et aux collectivités, un segment sur lequel il dit avoir déjà signé une centaine de contrats (pour un volume de gaz d'environ 400 GWh). Dans un communiqué, la filiale française de l'énergéticien allemand EON, qui est déjà présente dans la vente de gaz aux grands consommateurs industriels et tertiaires hexagonaux, explique avoir décidé d'élargir sa base de clientèle auprès des PME-PMI, en leur proposant des prix inférieurs selon lui de jusqu'à 10 % en moyenne aux tarifs réglementés de l'opérateur historique, GDF Suez. Pour développer cette nouvelle activité, le groupe indique avoir recruté environ 25 commerciaux basés à Paris et à Lille, un effectif qui devrait doubler d'ici à 2015. EON France s'est fixé pour objectifs d'arriver autour de 1,5 TWh à fin 2013 et d'atteindre à long terme 10 % de part de ce marché.

**THIERRY BROS, AUTEUR DU LIVRE “AFTER THE US SHALE GAS REVOLUTION” ; ANALYSTE GAZ NATUREL À LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**

## « L'ensemble États-Unis/Canada pourrait produire une cinquantaine de millions de tonnes de GNL en 2020 »

Les éditions Technip ont récemment publié un ouvrage très intéressant sur le secteur gazier, à travers le monde, et ses possibles évolutions. Le point, en compagnie de l'auteur, sur l'impact du gaz de schiste américain, les possibles développements de ce gaz dans d'autres contrées et les principales évolutions de l'offre et de la demande attendues à l'horizon 2020.



« *After the US shale gas revolution* », un ouvrage de Thierry Bros publié en langue anglaise aux Éditions Technip ; 176 pages ; 33 euros ; [www.editionstechnip.com](http://www.editionstechnip.com).

### **BiP** Comment l'opinion publique et les réglementations évoluent-elles aux États-Unis sur la fracturation hydraulique ?

Les Américains sont pragmatiques : ils se rendent compte qu'une régulation est nécessaire et ils la mettent en place et ce, sans dogmatisme. À certains endroits, comme dans les environs de New York, la fracturation hydraulique est par exemple interdite. Quoiqu'il en soit, plus le temps passe, moins il me semble envisageable que le facteur environnemental puisse empêcher le développement des projets de gaz de schiste aux États-Unis. Je pense que ce développement va se poursuivre. D'autant que c'est maintenant de plus en plus du pétrole de schiste qui est produit, pétrole dont la population voit tout l'intérêt (car elle a besoin d'essence).

### **BiP** Quel est l'impact des développements de gaz de schiste sur l'économie américaine ?

Le différentiel de prix du gaz entre les États-Unis et l'Europe représente un surcoût de l'ordre 155 milliards de dollars cette année pour le Vieux Continent (soit 0,9 % du PIB !). Le boum des hydrocarbures de schiste outre-Atlantique fait toute la différence entre une économie américaine en croissance et une économie européenne en récession.

### **BiP** Vous estimez dans votre livre que les États-Unis verront leurs exportations de GNL (gaz naturel liquéfié) croître rapidement entre 2016 et 2020. Vous évoquez même une concurrence, à l'avenir, entre les États-Unis et la Russie pour la vente de gaz sur le marché mondial. Quels volumes envisager pour les exportations de GNL américaines ?

Le gaz de schiste américain a d'ores et déjà un impact sur le marché gazier européen, et ce *via* le charbon : du fait de sa production, les États-Unis exportent vers l'Europe du charbon qui vient concurrencer le gaz russe. Autre conséquence immédiate : les États-Unis ont de moins en moins besoin de gaz canadien.

Comme la production gazière va continuer à croître au cours des prochaines années sur la plaque nord-américaine (États-Unis + Canada), on peut envisager dans la zone une production de GNL de l'ordre de 50 millions de tonnes par an (soit 65 milliards de mètres cubes par an) à l'horizon 2020. Je

pense que ces volumes se matérialiseront car il y aura une demande pour ce GNL. Même en Asie, les acheteurs ne veulent plus s'engager sur des contrats indexés sur les prix du pétrole. Le GNL américain suscitera l'intérêt non parce qu'il sera forcément moins cher sur vingt ans mais par rejet de l'indexation sur les cours du brut.

**BiP Selon le département de l'Énergie américain (DoE), la Chine serait dotée des plus importantes ressources mondiales de gaz non conventionnel. Certains éléments pourraient-ils toutefois en restreindre le développement ?**

Il reste des inconnues quant à l'importance réelle de ces ressources. Des études vont donc devoir être menées pour lever ces incertitudes. Une fois les volumes en place mieux connus, il faudra ensuite déterminer si leur exploitation serait économiquement viable. En Chine, c'est peut-être avant tout le manque d'eau, dans certaines régions, qui pourrait empêcher la production de gaz de schiste. Mais des évolutions technologiques pourraient à l'avenir apporter des réponses à ce problème. Au cours des dernières années, la Chine est l'un des pays au monde dont les réserves gazières prouvées ont le plus augmenté. J'ai le sentiment que les Chinois font et feront le nécessaire pour pouvoir augmenter notablement leur production gazière.

**BiP Ces développements, s'ils ont lieu, pourront-ils avoir un fort impact sur les besoins chinois d'importation de gaz ?**

Je crois effectivement qu'elles pourront minimiser ces besoins. C'est ce que souhaite Pékin. En tout cas, l'équilibre difficile à prévoir entre l'offre et la demande, tant la croissance des volumes sera importante, aboutira à de fortes variations des importations de gaz chinoises. Face à ces variations, Singapour entend tirer son épingle du jeu et construit actuellement une unité de regazéification qui sera aussi à même de réexporter du GNL.

**BiP Vous évoquez l'éventualité, en particulier pour le Royaume-Uni, de projets non conventionnels dans l'offshore. A-t-on une idée du potentiel en jeu ?**

Non, d'où l'intérêt de mettre en place des travaux de recherche sur le sujet. Les députés britanniques ont posé la question de ce potentiel et de la possibilité de l'exploiter. Car en Europe, l'extraction du gaz de schiste pose problème du fait d'une densité de population en moyenne plus élevée qu'outre-Atlantique et du syndrome NIMBY (*Not in my backyard*). Des projets offshore permettraient de contourner ces difficultés, au prix toutefois d'un coût d'exploitation plus élevé. L'avantage, au Royaume-Uni, c'est que les infrastructures offshore nécessaires sont déjà en place.

**BiP L'Australie, soulignez-vous, est confrontée au problème du coût de production de son GNL. Pour quelles raisons ? Et avec quelles conséquences potentielles sur l'essor de ses capacités de production de gaz naturel liquéfié ?**

Ce coût s'explique en particulier par des syndicats très puissants (bien plus qu'en France) ainsi que par le coût de la main d'œuvre (nettement plus élevé que dans notre pays par exemple). Les projets australiens nécessitent en outre d'importants investissements dans le développement des gisements, si bien que les projets de liquéfaction y coûtent au final de l'ordre de 20 milliards de dollars, contre environ 6 mds\$ aux États-Unis (hors développement de l'amont). Les projets de liquéfaction australiens ont été lancés à une époque où il n'était possible d'acheter du GNL qu'indexé sur les prix du pétrole. Compte tenu désormais du gaz de schiste américain, je ne suis pas sûr qu'ils seraient encore lancés aujourd'hui. À mon avis, en 2020, l'Australie ne sera pas devenue le 1<sup>er</sup> producteur mondial de GNL. Sa production pourrait être à cette date de 75 Mt, contre 77 Mt pour le Qatar, qui resterait donc au 1<sup>er</sup> rang mondial. De son côté, l'ensemble États-Unis/Canada pourrait produire une cinquantaine de millions de tonnes de GNL en 2020.

**BIP** **Compte tenu de tous les développements de production prévus, comment voyez-vous évoluer l'équilibre entre offre et demande mondiales de gaz à l'horizon 2020 ?**

La demande augmente beaucoup en Asie, d'où l'intérêt du GNL américain. Elle pourrait au contraire diminuer en Europe. Le Vieux Continent pourrait voir la part de son gaz indexée sur les prix du pétrole passer à un tiers à l'horizon 2020 (elle devrait prochainement devenir inférieure à 50 %). Dans ce contexte, les grands producteurs doivent s'adapter : les acheteurs parviennent à négocier une baisse du prix de leurs contrats mais Statoil et Gazprom investissent dans l'aval européen...

Quoi qu'il en soit, le GNL américain ne pourrait faire baisser qu'à la marge le prix du gaz en Europe. Car au prix du gaz sur le *Henry Hub* (de l'ordre de 3,7 \$/MBtu à l'heure actuelle), il convient d'ajouter le coût de la liquéfaction, du transport et de la regazéification (environ 6 \$/MBtu au total). Cela conduit, aux prix actuels, à 9,7 \$/MBtu, un niveau un peu inférieur au prix spot actuel au Royaume-Uni (de l'ordre de 10,6 \$/MBtu) et plus nettement moindre que les prix indexés sur le pétrole (13,5 \$/MBtu). Conclusion : en 2020, le surcoût gazier payé par l'Europe par rapport aux États-Unis devrait subsister. Seule l'exploitation du gaz de schiste européen pourrait à l'avenir changer la donne sur ce point.

**BIP** **Comment voyez-vous évoluer la consommation de gaz naturel dans les transports aux États-Unis ? Observe-t-on déjà un développement net dans ce domaine ?**

Ce développement commence. Ce sont des industriels qui ont servi de prescripteurs en décidant de gazéifier leurs consommations. Face à des prix du gaz très faibles aux États-Unis (moins de 2 \$/MBtu au début de l'année !), des producteurs ont décidé d'utiliser des *rigs* de forage et des camions fonctionnant au gaz plutôt qu'au gazole. Au mois de novembre, Clean Energy Fuels a annoncé un accord de coopération avec GE en vue de mettre en place des infrastructures d'approvisionnement en GNL de camions aux États-Unis. Le gaz naturel permet outre-Atlantique un prix un peu moins élevé que celui des carburants pétroliers et il est produit dans le pays, ce qui est un argument de poids. Je crois donc à un développement notable du gaz naturel dans les transports aux États-Unis.

**BIP** **On a beaucoup parlé des besoins gaziers du Japon suite à l'accident de Fukushima et à l'arrêt de nombreux réacteurs nucléaires. Mais selon vous, 2012 pourrait marquer le début d'un plateau de la demande dans l'archipel.**

La croissance de la demande gazière japonaise a atteint 12 % en 2011 et même 23 % au premier trimestre 2012 (par rapport aux trois premiers mois de l'année 2011). Mais, à partir du mois de mai de cette année, deux réacteurs nucléaires ont été remis en service. Le niveau maximum de la demande gazière japonaise a donc été atteint au premier trimestre 2012.

Propos recueillis par Carole Lanzi

**À LIRE ÉGALEMENT**

**Les éditions Technip viennent par ailleurs de publier la nouvelle édition** de l'ouvrage « *Les marchés de l'énergie – L'énergie, à quel prix ?* », de Gilles Darmois (professeur à l'IFP School) et Jean-Pierre Favennec (ancien directeur du Centre économie et gestion de l'IFP School). Un ouvrage de 232 pages commercialisé au prix de 32 euros.